

## EDITORIAL

### Bel exemple!

**C'** EST un incroyable tour de force qu'a réussi l'Instance de prévention de la corruption: exister depuis presque dix ans (2007) et n'avoir pas fait grand-chose d'autre que quelques épi- sodiques concours de dessins d'enfants, financés avec de la coopération étrangère.

Pendant ce temps, le Royaume du Maroc dégringole dans les classe- ments mondiaux. L'OCDE, que Ra- bat a rejointe – via Bank Al-Maghrib et l'Office des changes – pour la lutte contre le blanchiment d'argent trans- frontalier, envoie de temps en temps quelques communiqués pour tenter d'intéresser les pouvoirs publics ma- rocaïns à l'affaire. En vain: pas plus que l'Instance elle-même qu'un mi- nistère ne répondent. Ni l'une ni les autres ne trouvent de raison pour re- prendre ce dossier, qui abîme tant la réputation internationale du pays. Et ce sans compter la perte de confiance des citoyens ou la baisse de la qualité des choix économiques, publics ou privés.

Pourtant, comme à chaque cam- pagne électorale, les discours poli- tiques sont pleins à ras bord de dé- nonciations et de promesses.

La corruption est devenue le plus bel animal de meeting, servie à tour de bras et de langue partout.

En fait cela remonte loin. Basri en avait fait un instrument pour bien tenir à sa main les élus municipaux. Cela a si bien fonctionné qu'au- jourd'hui encore les habitants sont sûrs que la gestion locale ne fonc- tionne que de cette manière.

Bien des électeurs seraient prêts à abandonner toute idée de démocra- tie et de liberté civique en échange d'une gestion technocratique qui sache rendre des comptes. Peut-il y avoir résultat plus désastreux que cette mise en balance?

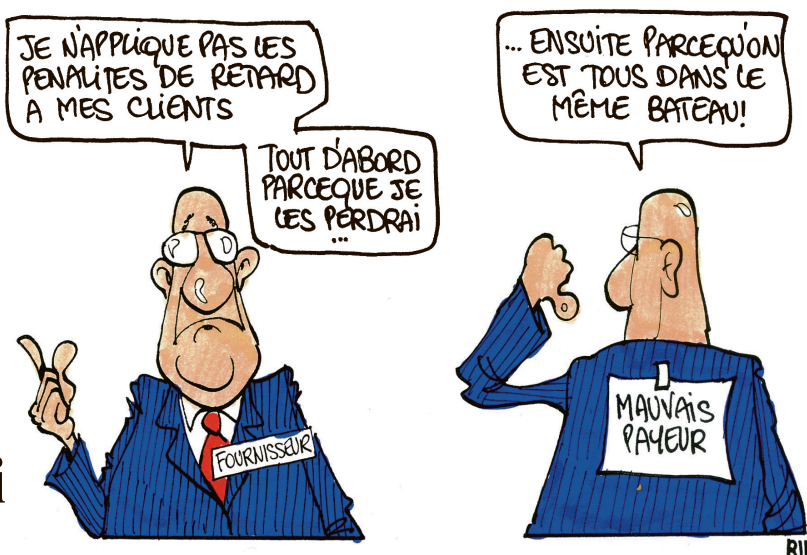
L'Instance n'était pas soumise aux affres politiciennes: pas d'ambition donc, pas de résultat et, cerise sur le gâteau, pas de compte rendu... Bel exemple!!!

Nadia SALAH

# Délais de paiement Ce qui va changer

- Les entreprises publiques rattrapées par la loi
- Entre 60 et 90 jours, sauf convention contractuelle
- Le projet de loi en Conseil de gouvernement aujourd'hui

Voir page 9



## Déficit budgétaire

### BAM confirme les prévisions

**L** ES prévisions du déficit bud- gétaire annoncées par le gou- vernement sont confirmées par la banque centrale: 3,7% du PIB en 2016 et 3,1% l'année prochaine. Ce retour à la norme de «Maastricht» est le résultat spectaculaire de la dé- compensation des prix des carburants.

En revanche, le gouvernement a dé- cidé de temporiser sur l'abolition des subventions du sucre qui coûtent 3 milliards de dirhams tous les ans au contribuable. La proximité des élec- tions a, semble-t-il, fait reculer le gouvernement. □

Voir pages 2 & 4

### ■ Tati et Maisons du Monde au Morocco Mall

Voir page 5

### ■ La finance participative pour rebooster l'immobilier

Voir page 16

### ■ La céréaliculture se struc- ture... mais

Voir page 13

Votre courrier pages 32 & 33

## Achats en ligne Que faire en cas de litige

Voir votre rubrique Point de Droit en page 43

## Comment le match du Raja a dérapé Un ultra témoigne

Voir pages 40 & 41